

fut totale et l'esprit de combativité excellent. En même temps, le Parti socialiste introduisit au Parlement un projet de loi confisquant les propriétés de Stahremberg. La coalition gouvernementale se scinda donc sur cette question.

Cependant, réformistes d'une part et chrétiens de l'autre cherchèrent par tous les moyens à éviter une rupture définitive. C'est ainsi qu'un compromis compliqué fut élaboré : les propriétés de Stahremberg seraient placées sous administration publique provinciale — elles se trouvent dans les provinces où l'administration provinciale est dans les mains des chrétiens ! — jusqu'à ce que le procès politique intenté contre lui soit conclu. Le 4 mars, une conférence du Parti socialiste fut convoquée pour convaincre la base de la nécessité de ce compromis. La résistance de la base et d'une partie de l'appareil fut considérable. Après sept heures de débat un vote donna 40 % de voix contre le compromis. Celui-ci fut conclu le lendemain au Parlement.

Mais à peine cette question était-elle réglée tant bien que mal, que les questions économiques commencèrent à provoquer des conflits dans le gouvernement. Un récent remaniement ministériel avait remplacé les ministres sociaux-chrétiens de compétence économique par les représentants les plus énergiques du patronat de combat. Une politique de déflation fut entamée dont les effets désastreux pour la classe ouvrière ne tardèrent à se manifester. Les crédits aux chemins de fer nationalisés furent coupés, les investissements et crédits au bâtiment sévèrement réduits. Il s'ensuit qu'un chômage massif commence à se développer. Les dirigeants socialistes se sont inquiétés de cette si-

tuation. En visite aux U.S.A., le vice-président du Conseil et *leader* du P.S., Schärff, a violemment attaqué en public le Parti populaire social-chrétien. La presse social-chrétienne a répondu en accusant Schärff de haute trahison. Le 15 mars s'est réunie à Vienne la conférence des membres socialistes des Comités d'entreprise qui, après des débats animés, adopta une résolution de combat qui condamne « de la façon la plus violente » les plans du ministre des finances Kamitz ; menace la bourgeoisie des « conséquences les plus dangereuses » si ces plans sont maintenus ; exige que « le peuple puisse décider lui-même s'il doit y avoir des centaines de milliers de chômeurs » et pose les revendications suivantes :

1. — Maintien de tous les investissements dans le secteur public ;
2. — politique du crédit qui permette de sauvegarder le plein emploi ;
3. — contrôle des prix par les pouvoirs publics ;
4. — lutte contre les prix dictés par les cartels et monopoles ;
5. — en finir avec les revendications de prix des grands propriétaires fonciers.

Sous la pression combinée de l'offensive de la bourgeoisie et de la pression de la base ouvrière, le P.S. autrichien semble donc s'orienter vers la tenue de nouvelles élections — appelées une « insanité » par la presse bourgeoise — et la lutte pour le pouvoir. Cependant, la droite réformatrice s'efforcera sans doute jusqu'au dernier moment de trouver un compromis afin d'éviter le développement de grandes luttes de masse.

H. VALLIN.

Grande-Bretagne

Conférence londonnienne de l'aile gauche

La radicalisation du mouvement ouvrier anglais trouve son expression la plus connue dans le *bevanisme*, auquel nous avons consacré une note éditoriale.

Mais, peu avant que se produise la crise de fin février dans les sommets du L.P., la force du courant de gauche s'était manifestée à l'occasion d'une conférence convoquée par l'organe de gauche *Socialist Outlook* le 24 février. Cette conférence était destinée à ouvrir une campagne dans le L.P. sous le mot d'ordre : « A la porte, les tories ». A cette con-

férence qui adopta à l'unanimité moins 4 abstentions une résolution demandant à la direction du L.P. de mobiliser toute l'organisation pour renverser le gouvernement conservateur, étaient présents 342 délégués de : 9 sections de circonscriptions, 18 groupes de quartier, 11 sections de jeunesse, 6 organisations coopératives, 5 comités de district syndicaux, 6 unions syndicales locales, 73 sections syndicales et 4 comités d'entreprise. L'ensemble représentait environ 200.000 travailleurs londonniens.

France

Gauchissement de la politique du P.C.F.

La France est le pays d'Europe occidentale où, à présent, la crise sociale se développe avec le plus d'intensité et de profondeur. En 1917, Lénine indiquait comme conditions nécessaires d'une crise

révolutionnaire le désarroi des classes dirigeantes, un mécontentement général, un prolétariat prêt à remplir sa mission historique. La bourgeoisie française est profondément démoralisée, elle n'a